



Prise de parole de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de la Haute Loire

Jeudi 28 mai 2020

Mes chers camarades,

Nous ne pouvons que nous féliciter de la réussite de ce rassemblement militant dans cette situation lourde de menace pour nos droits collectifs, nos emplois et nos libertés.

Il y a des moments où il faut savoir prendre ses responsabilités et nous le faisons, tous ensemble.

Notre rassemblement s'inscrit dans une chaîne de résistance qui se constitue dans tout le pays : manifestations de centaines d'hospitaliers aux CHU de St Etienne et de Clermont, à Valence, à Angers, au Vinatier à Lyon, à Beaujon et Robert Debré à Paris, à Nantes et Saint Nazaire. Hier 400 manifestants à Tours à l'appel de FO, CGT, FSU et Solidaires pour les mêmes raisons que nous.

Notre colère est légitime. Depuis plus de deux mois, le gouvernement a décidé de l'état d'urgence, et il n'a rien de sanitaire.

49-3 sur les retraites, mensonges sur les masques, refus du dépistage systématique, délabrement de l'hôpital public, ordonnances sur les congés et la durée du travail, institutions représentatives du personnel muselées, négociations en berne, remise en cause les accords signés, du statut général et des statuts particuliers des fonctionnaires et poursuite des contre réformes et des suppressions d'emplois, transformation de l'école en garderie disciplinaire et dans l'industrie menace sur les emplois, les salaires, les conditions de vie et de travail, il est clair que le gouvernement utilise la crise sanitaire pour s'en prendre à nos droits et nos conquêtes sociales.

Et jusqu'en juillet, au moins, les privations de liberté continuent et notamment l'interdiction des réunions et des rassemblements de plus de 10 personnes.

Cette dérive gouvernementale est totalitaire.

C'est pour cela que la première de nos revendications c'est la levée immédiate de l'état d'urgence et l'abrogation des décrets et ordonnances d'exception qu'il a permis contre les libertés, contre le code du travail et les statuts tout comme le retrait définitif des réformes des retraites et de l'assurance chômage.

La semaine dernière MACRON et MERKEL ont annoncé un plan de relance de 500 milliards pour l'économie européenne. Le même jour, Renault révélait un plan de licenciements sur 5 sites en France, avec au moins 3 fermetures de site. Hier c'est Camaïeu qui est placé en redressement judiciaire. Les intérimaires, les CDD sont au chômage. Dans la sous traitance automobile dans le département il y a de nombreuses craintes. Nombres d'entreprises artisanales sont dans le rouge.

Alors 500 milliards sans garantie pour l'emploi, c'est simplement de l'argent public qui ira au bout du compte dans les poches des actionnaires des grands groupes. C'est inacceptable !

Pour FORCE OUVRIERE, l'exigence face à la crise, c'est qu'il n'y ait pas un seul licenciement, y compris en recourant à la nationalisation ou la réquisition quand c'est nécessaire. C'est aussi la ré-industrialisation de notre pays car nous venons de vivre en direct les conséquences dramatiques des délocalisations.

Dans les hôpitaux, la crise sanitaire n'est même pas terminée que les fermetures de lits et de service, de recours à l'équilibre et de suppressions d'emplois reprennent de plus belle. La seule réponse du gouvernement c'est un Ségur de la santé, à l'image du grand débat de l'an dernier où les réponses sont déjà écrites : privatisation et restructuration de l'hôpital.

C'est Madame NOTAT qui doit conduire cette opération. Il n'y a rien de bon à en attendre. Cette ancienne secrétaire générale de la CFDT a défendu becs et ongles le plan Juppé d'étatisation de l'assurance maladie et de rationnement des soins pendant que nous étions en grève et manifestation par millions pour son retrait.

Ce que nous exigeons avec tous nos camarades hospitaliers, c'est l'arrêt des suppressions d'emplois et des fermetures de lits et tous les moyens nécessaires pour l'hôpital public.

Les applaudissements, les médailles, ce n'est pas ça qui fait bouillir la marmite, ce que nous exigeons, c'est pour les fonctionnaires hospitaliers, comme pour tous les fonctionnaires un plan de rattrapage des 18% de perte de la valeur du point d'indice par le blocage des salaires et cela vaut aussi pour nos camarades de la santé privée.

De même, nous refusons les brigades du COVID assurées par les CPAM. Ce n'est pas le rôle des employés de la sécurité sociale de bafouer le secret médical.

Quant à l'école mes camarades, ce n'est pas une garderie semi-disciplinaire au service de la reprise de l'économie. Nos enfants ne doivent pas subir, comme leur parents, la dérèglementation : cours à mi-temps, télétravail, changement d'enseignant... Et là aussi, le ministre Blanquer veut profiter de la situation pour imposer un statut de directeur d'école et passer l'éducation nationale sous la coupe des collectivités, pour leur transférer des enseignements obligatoires, pour perpétuer l'enseignement à distance. Nous n'acceptons pas non plus et nous continuerons à défendre l'école de la République et le statut de ses enseignants.

Mes camarades, les revendications ne manquent pas : santé et sécurité, salaires, conditions de travail.

Ce sont celles que vous élaborez sur les lieux de travail, avec vos collègues et que vous portez auprès de vos employeurs privés et publics. Ce sont celles que nous portons tous ensemble

Alors oui, l'action syndicale doit reprendre pleinement ses droits.

Pour la levée immédiate de l'état d'urgence, pour la satisfaction de toutes nos exigences, nous restons déterminés et mobilisés.